

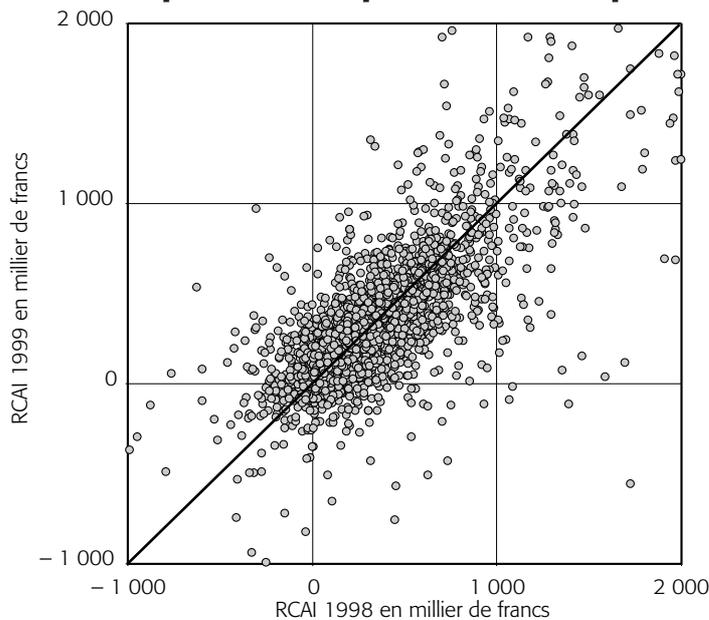
# La viticulture est épargnée par le repli

Baisse de 4,4 % en valeur réelle du résultat courant avant impôts des exploitations du Réseau d'information comptable agricole en 1999. Les prélèvements privés augmentent, mais l'équilibre financier se maintient.

En 1999, le résultat courant avant impôts (RCAI) des exploitations du Réseau d'informations comptable agricole (Rica) baisse de 4,0 % en valeur courante et de 4,4 % en valeur réelle<sup>1</sup>. Il s'élève en moyenne à 196 000 francs par exploitation. Après une longue période de croissance, la valeur de la production décroît de 1,4 %. Le recul des charges, 0,9 % en moyenne, est moins marqué et résulte d'évolutions

disparates : moins de charges d'approvisionnement et de charges financières, mais des charges salariales en hausse de 7,5 %. Les subventions augmentent notamment pour cause d'aides exceptionnelles au secteur porcin en crise. La capacité d'autofinancement diminue de 1,1 % et s'établit à 310 000 francs. Malgré ces résultats mitigés, les prélèvements privés atteignent 195 000 francs par exploitation, soit 4,0 % de plus qu'en 1998. L'autofinancement, égal à la capacité d'autofinancement diminuée des prélèvements privés, diminue de 8,8 %. Il reste suffisant pour assurer le remboursement des dettes à long ou moyen terme et financer une part importante de l'investissement. L'équilibre financier de l'exploitation est maintenu. Le taux d'endettement continue à décroître et atteint son niveau le plus bas de la décennie. Calculé en rapportant l'endettement au total du bilan, il atteint 35,1 % en 1999. Le poids de la dette, estimé par les remboursements financiers rapportés à l'excédent brut d'exploitation, augmente >

Baisse du résultat\* pour 220 000 exploitations, hausse pour 180 000



\* Résultat courant avant impôts.

Chaque point représente une exploitation.

Source : Agreste - Rica, résultats 1998 et résultats provisoires 1999



> toutefois pour la quatrième année consécutive et atteint 32,8 %.

## Des subventions inégales

En 1999 les exploitations professionnelles reçoivent en moyenne 121 000 francs d'aides pour un résultat courant avant impôts de 196 000 francs. Les montants perçus sont très dispersés : un cinquième des exploitations reçoivent 52 % des subventions, tandis que les 20 % les moins bien pourvues n'en ont que 2 %. La dispersion est moins forte dans les orientations les plus aidées comme les grandes cultures ou la production de viande bovine. Les montants versés s'appuient alors sur la taille des exploitations. Un cinquième des exploitants de grandes cultures perçoivent 44 % de la masse de subventions versées pour cette orientation. La même proportion d'éleveurs bovins ne perçoivent que 38 % des subventions. À l'opposé, le cinquième des exploitations les moins dotées ne reçoivent que 4 % des subventions en grandes cultures et 8 % en élevage bovin. Dans les autres orientations, peu aidées, la concentration des subventions est beaucoup plus forte. Une majorité de maraîchers-

## Pour en savoir plus...

### ■ Résultats nationaux

« Résultats économiques des exploitations agricoles en 1999 », *Agreste-Cahiers*, à paraître en mars 2001.

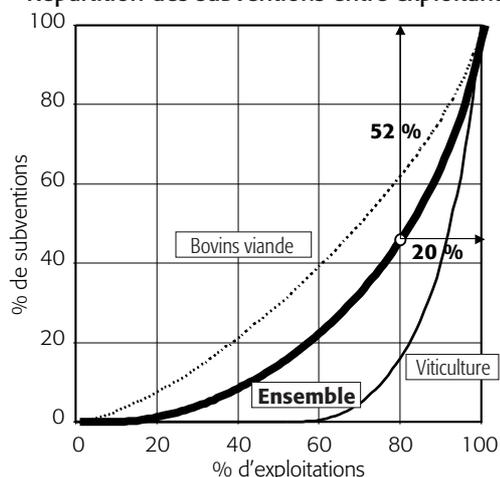
« Rica-France, tableaux standards 1999 », *Agreste-Chiffres et données*, à paraître en février 2001, 120 pages.

### ■ Résultats régionaux

Consultez les services statistiques des directions régionales de l'Agriculture et de la Forêt qui disposent de l'ensemble des résultats.

## 52 % des aides pour 20 % des exploitants

Répartition des subventions entre exploitants



Source : Agreste - Rica, résultats provisoires 1999

## Les indicateurs de résultat

■ Le résultat courant avant impôts (RCAI), indicateur central utilisé par le Rica, est la différence entre les produits, y compris les productions immobilisées et stockées, et les charges courantes qui comprennent les charges calculées comme les amortissements. Il exprime une forme de revenu familial, les charges sociales de l'exploitant n'étant toutefois pas déduites, qui doit permettre de rémunérer le travail non salarié et les capitaux propres. L'excédent brut d'exploitation diffère du RCAI principalement par la non prise en compte des charges calculées et des charges financières. L'EBE exprime un flux de trésorerie potentiel généré par des opérations courantes avant rémunération des apporteurs externes de capitaux.

horticulteurs ou de viticulteurs ne reçoivent aucune aide, tandis que plus de 80 % des subventions sont perçues par un cinquième des exploitants.

## Baisse du résultat en grandes cultures

Pour la seconde année consécutive, la situation des exploitations de grandes cultures se détériore. Le résultat courant régresse de 10,1 % par exploitation. La plupart des prix de vente, tels ceux du blé, du colza ou de la betterave, baissent. Seuls le maïs et la pomme de terre se maintiennent. Conséquence, la chute de 4 % de la

prélèvements privés mais stoppent leurs investissements. La situation des autres viticulteurs enregistre une nette amélioration après une période difficile. Le résultat courant moyen augmente de 41 % en 1999 et atteint 183 000 francs par exploitation. Les prix se raffermissent, notamment dans le secteur des eaux-de-vie. Les ventes augmentent toutefois peu provoquant un gonflement des stocks. Les viticulteurs profitent de ces bons résultats pour accroître leurs prélèvements privés de 9 % mais diminuent de 19 % leurs investissements.

## Période exceptionnelle pour la viticulture d'appellation

valeur de la production n'est pas compensée par le léger recul des charges. Les exploitants réduisent leurs prélèvements privés et surtout leurs investissements. La période exceptionnelle traversée par les exploitations de vins d'appellation continue. Leur résultat courant s'accroît de 7,8 %, culminant à 578 000 francs par exploitation. Il est trois fois supérieur au résultat moyen de l'ensemble des autres orientations. Le rendement des vignes et le prix des vins progressent, induisant une croissance de la valeur de la production de 9 %. Les exploitants augmentent de 14 % leurs

Le résultat de l'arboriculture fruitière recule de 41 % en valeur réelle, à un niveau moyen de 125 000 francs par exploitation. Principale raison : la baisse de l'ensemble des prix. La production et les ventes, déjà faibles en 1998 en raison d'accidents climatiques importants, reculent en valeur malgré l'accroissement des récoltes. Les subventions, essentiellement des indemnités pour calamités, se réduisent tandis que les charges augmentent. Les exploitants réduisent leurs prélèvements privés de 9 % mais investissent et accroissent leur endettement.

## Baisse du prix de la viande bovine

Le résultat courant des éleveurs laitiers baisse de 10,7 % en valeur réelle, et atteint en moyenne 159 000 francs. La >

### Pour comprendre la situation économique du secteur bovin

■ Quelle est l'influence d'une chute des prix des bovins sur le résultat des éleveurs? Une baisse hypothétique de 20 % des cours en fin d'exercice aurait suffi en 1999 à annuler l'intégralité du résultat courant avant impôts (RCAI) des éleveurs les plus spécialisés dans la production de viande. Les produits enregistrés lors d'un exercice comprennent en effet non seulement les ventes, mais aussi les variations de stocks. Les stocks sont évalués au cours du jour. En cas de baisse des prix entre le début et

la fin de l'exercice, la dévalorisation du cheptel est intégrée dans le calcul du RCAI. Au total, 230 000 exploitations professionnelles ont vendu des bovins en 1999. Leurs situations sont fort diverses.

■ Plus de 60 000 exploitations sont spécialisées en viande bovine et font plus de 50 % de leurs ventes avec ce produit. Leur revenu peu diversifié est d'autant plus fragile qu'il est le plus faible de toutes les unités vendant des bovins. Il

atteint en moyenne 115 000 francs pour les exploitations faisant de 50 à 90 % de leurs ventes avec la viande bovine. Le résultat s'élève à 130 000 francs quand elles font plus de 90 % de leurs ventes sur cette viande. La valeur de leur troupeau bovin est respectivement estimée, fin 1999, à 547 000 et 684 000 francs. Pour ces deux catégories d'exploitants, une décote de 20 % du prix du cheptel est donc susceptible « d'effacer » leur résultat avant impôts. Si l'on considère toutefois que les reproducteurs conservent toute leur valeur, l'impact serait seulement de l'ordre de 60 000 francs.

#### Les plus faibles résultats pour les exploitants très spécialisés en viande

Spécialisation en viande bovine <sup>1</sup>	Nombre d'exploitations	Ventes en bovins (millier de francs)	RCAI <sup>2</sup>	Bovins à la clôture (millier de francs)	dont reproducteurs (millier de francs)	Taux d'endettement
Moins de 20 %	99 000	83	190	330	196	39 %
De 20 à 50 %	69 000	177	151	466	241	33 %
De 50 à 90 %	33 000	275	115	547	285	27 %
Plus de 90 %	32 000	299	130	684	368	22 %
<b>Ensemble</b>	<b>233 000</b>	<b>167</b>	<b>160</b>	<b>449</b>	<b>245</b>	<b>33 %</b>

1. Spécialisation = ventes en bovins / ventes totales.

2. Résultat courant avant impôts.

Source : Agreste - Rica, résultats provisoires 1999

■ Les exploitations moins spécialisées sont moins sensibles à la chute des cours. Elles sont près de 100 000 à faire moins de 20 % de leurs ventes avec la viande bovine. Un gros tiers tirent le plus gros de leur revenu de la vente du lait. Leur RCAI atteint en moyenne 190 000 francs. Un peu moins de 70 000 exploitations font entre 20 % et 50 % de leurs ventes en bovins. Elles dégagent un revenu moyen de 151 000 francs. La dépréciation de leur troupeau serait d'une ampleur moindre que dans les exploitations spécialisées, mais entamerait tout de même fortement leur résultat.

➤ valeur de la production laitière reste stable, la baisse du prix du lait étant compensée par l'augmentation de la production. Mais la chute des cours de la viande se répercute sur le résultat des éleveurs. Les exploitants continuent toutefois d'accroître prélèvements privés et investissements. Le RCAI des producteurs de viande bovine recule de 7,9 %. Il vaut en moyenne 130 000 francs par exploitation. La production diminue, mais est compensée par la baisse des charges. La chute du résultat s'explique par le recul des subventions. Les exploitants réduisent sensiblement prélèvements privés et investissements.

Le RCAI moyen des exploitations spécialisées dans les porcs ou les volailles augmente, mais reste le plus faible de toutes les orientations, à 95 000 francs. La grave crise de surproduction

observée sur le marché porcin n'est pas résorbée : la production augmente en quantité, mais sa valeur baisse en raison du recul des prix. Le secteur de la volaille connaît une année difficile. Le résultat des exploitants progresse cependant grâce à la baisse des charges et à la hausse des subventions. La

capacité d'autofinancement est en hausse, mais est surtout utilisée pour accroître les prélèvements privés, tandis que l'investissement est en net recul. L'endettement, traditionnellement élevé dans cette orientation, se creuse encore de 8 %.

Scees - Bureau du Rica

#### Le Rica

■ Le Réseau d'information comptable agricole (Rica) est une opération communautaire de recueil d'informations comptables auprès de 62 000 exploitations agricoles. Réalisée dans les quinze États membres selon des définitions et des règles communes, elle permet de comparer les résultats des différents types d'agriculture. Cet échantillon représente quelque 4 millions d'exploitations, qui constituent 96 % du potentiel économique de l'agriculture européenne. L'échantillon français 1999 regroupe 7 752 exploitations. Les résultats

commentés ici résultent d'une exploitation d'un fichier provisoire de 7 649 unités. Le champ couvert correspond à 404 000 exploitations professionnelles d'au moins 12 hectares d'équivalent blé. L'univers de base servant à la pondération est issu de l'enquête sur la structure des exploitations 1997.

■ Les comparaisons interannuelles sont réalisées sur un échantillon constant et exprimées, sauf exception, en valeur courante. Les données présentées ici sont des valeurs moyennes par exploitation.

## Quelques valeurs moyennes par exploitation selon les orientations en 1999

	Ensemble	Grandes cultures	Vins d'appellation	Fruits	Bovins lait	Bovins viande	Porcins volailles
<b>Nombre d'exploitations représentées</b>	<b>404 000</b>	<b>91 200</b>	<b>32 800</b>	<b>11 900</b>	<b>67 900</b>	<b>40 300</b>	<b>17 900</b>
<b>Caractéristiques physiques</b>							
Surface agricole utilisée (en ha)	65	99	17	26	55	72	42
dont : SAU en fermage	48	80	10	16	42	46	31
Effectifs animaux (en UGB <sup>1</sup> )	59	14	1	3	65	86	328
Nombre d'UTA <sup>2</sup>	1,84	1,58	2,68	3,82	1,57	1,37	1,89
dont : UTA non salariées	1,44	1,30	1,33	1,56	1,52	1,31	1,62
<b>Financement et éléments du bilan (millier de francs)</b>							
Capacité d'autofinancement	310	345	699	236	249	201	270
Autofinancement	115	114	343	30	91	85	53
Actif immobilisé	1 117	1 083	1 381	923	1 031	1 202	1 398
Actif circulant	636	570	2 062	573	369	440	631
Stocks	401	265	1 565	265	234	294	453
Capitaux propres	1 141	1 012	2 469	726	955	1 256	719
Endettement total	616	643	980	773	447	387	1 314
<b>Soldes intermédiaires de gestion (millier de francs)</b>							
Ventes et autoconsommation	699	681	1 228	859	563	330	1 473
- Achats d'animaux	27	15	1	5	16	32	153
= Ventes et autoconsom. (nettes des achats d'animaux)	672	665	1 228	854	548	297	1 320
+ Production stockée (y c. animaux)	19	-15	186	21	8	16	17
+ Production immobilisée (hors animaux)	15	5	20	24	18	7	60
+ Produits divers	9	16	17	16	2	2	7
= Production de l'exercice (nette des achats d'animaux)	715	671	1 450	915	576	323	1 404
+ Rabais, remises, ristournes obtenus	1	3	ε	ε	ε	ε	1
- Charges d'approvisionnement	230	269	178	182	162	105	807
- Autres achats et charges externes (n. c. fermages)	171	164	236	239	163	101	281
= Valeur ajoutée	315	242	1 036	495	251	117	317
+ Remboursement forfaitaire TVA	ε	ε	ε	ε	ε	ε	ε
+ Subventions d'exploitation	121	232	9	63	59	136	89
+ Indemnités d'assurance	5	9	6	16	2	3	4
- Fermages	51	71	119	37	35	31	33
- Impôts et taxes	11	15	20	15	8	6	12
- Charges de personnel	50	35	184	271	5	5	38
= Excédent brut d'exploitation (EBE)	329	360	728	250	264	213	327
+ Transferts de charges	4	6	10	8	1	1	3
- Dotations aux amortissements	112	141	123	108	89	69	168
= Résultat d'exploitation	221	225	615	151	177	144	162
+ Produits financiers	2	3	2	3	1	1	1
- Charges financières	27	29	38	29	19	15	68
= Résultat courant avant impôts (RCAI)	196	199	578	125	159	130	95
+ Plus ou moins-value sur cession d'actifs immobilisés	11	23	9	4	8	8	4
+ Quote-part des subventions d'invest. affectée à l'exercice	4	2	3	10	3	4	7
+ Profits et charges exceptionnels	2	6	-2	4	1	2	7
= Résultat de l'exercice	213	229	588	142	171	143	113
<b>Subventions (milliers de francs)</b>							
Primes aux bovins mâles	5	2	ε	1	5	16	4
Prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes	12	4	ε	1	1	65	10
Autres aides au secteur animal	6	1	ε	ε	2	5	16
Aides aux céréales, oléagineux et protéagineux	82	218	4	15	35	16	50
Autres aides au secteur végétal	3	4	2	28	ε	ε	ε
Aides directes pour handicap géographique	6	ε	ε	1	9	16	3
Autres aides	7	3	3	18	7	15	6
Total des primes et subventions	121	232	9	63	59	136	89

ε : nombre inférieur à 500 F (en valeur absolue)

1. UGB : unité de gros bétail, 1 UGB équivaut à une vache laitière, une brebis-mère à 0,18 UGB.

2. UTA : unité-travail-année, 1 UTA équivaut à la quantité de travail agricole fournie par une personne occupée à plein temps pendant une année.

Source : Agreste - RICA - Résultats provisoires 1999



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## Agreste : la statistique agricole

Direction des affaires financières. SERVICE CENTRAL DES ENQUÊTES ET ÉTUDES STATISTIQUES

251, rue de Vaugirard, 75732 Paris Cedex 15. Tél. : 01 49 55 85 85 — Fax : 01 49 55 85 03

Directeur de la publication : José Rey ■ Rédacteur en chef : Laurent Bisault ■ Conception : Yann Le Chevalier ■ Composition : Scees

■ Impression : Imprimerie Médous, Toulouse ■ Dépôt légal : à parution ■ ISSN : 0246-1803 ■ Prix : 16 F ■ © Agreste 2001